



Plan de Prévention des Risques d'Inondation Marne aval – secteur Épernay

PAR DÉBORDEMENT DE LA RIVIÈRE **MARNE** POUR LA :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES **PAYSAGES DE LA CHAMPAGNE** SUR LE TERRITOIRE
DES COMMUNES DE :

**BINSON-ET-ORQUIGNY, BOURSALT, CHÂTILLON-SUR-MARNE, COURTHIÉZY, DAMERY, DORMANS,
MAREUIL-LE-PORT, OEUILLY, REUIL, TROISSY, VANDIÈRES, VAUCIENNES, VENTEUIL, VERNEUIL,
VINCELLES.**

PRESCRIT LE 12 OCTOBRE 2017

ANNEXE 14 : RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR (DOSSIER APPROUVÉ)

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral

En date du : 15 février 2022

Le Préfet



TABLE DES MATIÈRES

TITRE I – RAPPORT :	4
I.1 – Rappel sur l'Enquête Publique	4
I.2 – Rapport du commissaire enquêteur	5
TITRE II – CONCLUSIONS	52

TITRE I – RAPPORT :

I.1 – RAPPEL SUR L'ENQUÊTE PUBLIQUE

En application de l'article R. 562-8 du code de l'environnement, le projet de PPRi a été soumis à enquête publique selon les formes suivantes :

- définition des modalités de l'enquête publique, notamment les dates d'ouverture et de clôture, les permanences du commissaire enquêteur, par arrêté préfectoral du 21 avril 2021
- accomplissement de toutes les obligations d'affichage en communes et de publication dans la presse (Éditions des 17 mai et 7 juin 2021 dans le Matot Braine, éditions des 18 mai et 8 juin 2021 dans l'Union) aux fins d'information du public et mise à disposition du public de l'ensemble des pièces du projet de PPRi sur le site internet des services de l'État dans la Marne.

Le projet de PPRi Marne aval – secteur Épernay sur les territoires de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne, a ainsi été soumis à enquête publique du mercredi 2 juin au vendredi 2 juillet 2021, incluant une permanence dans chaque commune avec mise à disposition du dossier complet de PPRi et d'un registre d'enquête publique dans chaque mairie pendant la durée de l'enquête. Monsieur Jean-Pierre GRANJON a été désigné commissaire enquêteur par décision du tribunal administratif n°E21000022/51 du 24 mars 2021.

I.2 – RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

ENQUETE PUBLIQUE

TA n° E21000022 / 51

**ETAT / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES DE LA MARNE**

JUIN / JUILLET 2021



**ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION DES
RISQUES D'INONDATION (PPRI) MARNE AVAT
SECTEUR DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
DES PAYSAGES DE LA CHAMPAGNE**

Préfet de la MARNE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION MARNE AVAL

**Communauté de Communes des Paysages de la Champagne sur le territoire des communes
de :**

**Binson et Orquigny, Boursault, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Damery, Dormans,
Mareuil-le-Port, Oeuilly, Reuil, Troissy, Vandières, Vauciennes, Venteuil, Verneuil et
Vincelles**

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Jean-Pierre GRANJON

1

Sommaire :

- Les PPRN Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (Pages 3 à 7)
 - * Historique
 - * Présentation
 - * Objectifs
 - * Elaboration
 - * Composition du dossier d'enquête
 - * Les effets des PPRN

- L'HISTORIQUE DU PPRI Plan de Prévention des Risques d'Inondation Marne aval – secteur Epernay (Pages 8 et 9)
 - * L'élaboration du PPRI
 - * Les principales mesures

- L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE (pages 10 à 24)
 - 1) L'ORGANISATION
 - 2) LE DEROULEMENT
 - 3) L'AVIS DES PPA
 - 4) LES REPONSES APORTEES

Pièces jointes :

- Arrêté préfectoral en date du 21 avril 2021
- PV de synthèse
- Mémoire en réponse au PV de synthèse

LES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

HISTORIQUE

Les Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ont été institués par la loi Barnier du 2 février 1995 et se sont substitués aux Plans d'Exposition aux Risques, aux Plans de Surfaces Submersibles, aux Plans de Zones Sensibles aux Incendies de Forêt et aux périmètres de risques.

PRESENTATION

Les plans de prévention des risques réglementent l'utilisation des sols en fonction des risques auxquels ils sont soumis. Cette réglementation va non seulement de l'interdiction de construire, à la possibilité de construire sous certaines conditions, mais aussi porte sur les modes d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation des constructions, ouvrages et espaces, mis en culture ou plantés, avec la possibilité d'intervenir sur l'existant ; elle permet aussi de définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde s'imposant aux collectivités et aux particuliers.

Ces plans de prévisions des risques ont pour objet de délimiter tant les zones susceptibles d'être exposées à des risques, que celles qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où l'utilisation du sol pourrait provoquer ou aggraver les risques ailleurs. Ils permettent ainsi de définir les mesures devant s'appliquer dans ces zones.

Les risques naturels prévisibles sont les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêts, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou cyclones.

Les PPRN peuvent être monorisques ou multirisques. Dans le premier cas, ils sont généralement établis au niveau d'un bassin homogène de risques et portent le nom du risque traité (ex. PPRI). Dans le second cas, ils portent sur les multiples risques pouvant concerner le territoire d'une seule commune le plus souvent.

OBJECTIFS

Les PPRN se donnent comme finalité d'assurer la sécurité des personnes et des biens en tenant compte des phénomènes naturels. Cette politique de prévention des risques vise donc à permettre un développement durable des territoires en assurant une sécurité maximum des personnes et un très bon niveau de sécurité des biens.

Même si ces risques apparaissent souvent inéluctables et incontrôlables, ils ne sont cependant pas une fatalité et les anticiper, c'est prévenir le risque.

Cette politique poursuit donc les objectifs suivants :

- Mieux connaître les phénomènes et leurs incidences ;
- Assurer lorsque cela est possible une surveillance des phénomènes naturels. Sensibiliser et informer les populations sur les risques les concernant et sur les moyens de s'en protéger ;
- Prendre en compte les risques dans les décisions d'aménagement ;
- Adapter et protéger les installations actuelles et futures aux phénomènes naturels. Tirer les leçons des événements qui se produisent.

ELABORATION

Les plans de prévention des risques relèvent de la responsabilité de l'Etat et sont établis selon une procédure déconcentrée au niveau du département. Les articles R.562-1 et R.562-2 précisent :

- L'établissement des plans de prévention des risques naturels prévisibles mentionnés aux articles L562-1 à L.562-9 du code de l'environnement est prescrit par arrêté du préfet ;
- Lorsque le périmètre mis à l'étude s'étend sur plusieurs départements, l'arrêté est pris conjointement par les préfets de ces départements et précise celui des préfets qui est chargé de conduire la procédure ;
- L'arrêté prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles détermine le périmètre mis à l'étude et la nature des risques pris en compte. Il mentionne si une évaluation environnementale est requise et désigne le service déconcentré de l'Etat qui sera chargé d'instruire le projet ;

- Cet arrêté définit également les modalités de la concertation et de l'association des collectivités territoriales et des EPCI concernés, relatives à l'élaboration du projet.

Le projet est soumis à l'avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des EPCI compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan. Il est également soumis, selon la nature des mesures prévues, à l'avis de divers services, collectivités et chambres consulaires.

Le projet de plan est soumis par le préfet à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-7 à -23 sous réserve des dispositions des 2 alinéas suivants :

- Les avis recueillis en application des trois premiers alinéas de l'article R.562-7 sont consignés ou annexés aux registres d'enquête dans les conditions prévues par l'article R.123-13 ;
- Les maires des communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer sont entendus par le commissaire enquêteur une fois consigné ou annexé aux registres d'enquête l'avis des conseils municipaux.

COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE

L'article R.562-3 donne le détail des documents qui concernent plus particulièrement le projet de plan et qui sont inclus dans le dossier d'enquête :

- Une note de présentation indiquant le secteur géographique concerné, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leur conséquences possibles, compte tenu de l'état des connaissances ;
- Un ou plusieurs documents graphiques délimitant les zones concernées au 1° et 2° du II de l'article L.562-1 ;
- Un règlement précisant, en tant que de besoin :
 - Les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune des zones ;
 - Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mentionnées au 3° du II de l'article L.562-1 et les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des espaces mis en culture existant à la date de l'approbation du plan.

Le règlement mentionne, le cas échéant, celles de ces mesures dont la mise en œuvre est obligatoire et le délai fixé pour celle-ci.

Le plan peut notamment :

1°) définir des règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant son secteur d'application et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation ou l'intervention des secours.

2°) prescrire aux particuliers ou à leurs groupements, la réalisation de travaux contribuant à la prévention des risques et leur confier la gestion de dispositifs de prévention des risques ou d'intervention en cas de survenance des phénomènes considérés.

3°) subordonner la réalisation de constructions ou d'aménagements nouveaux nécessaires à la prévention des risques, notamment l'entretien des espaces et, le cas échéant, la réalisation ou l'acquisition, la gestion et le maintien en condition d'ouvrages ou de matériels.

Le plan indique si la réalisation de ces mesures est rendue obligatoire et, si elle l'est, dans quel délai.

NB : le PPRN réglemente fortement les nouveaux aménagements et constructions dans les secteurs très exposés. Dans les autres secteurs, il veille à ce que les nouvelles constructions ou aménagements n'aggravent pas les phénomènes (facteurs de risques) et ne soient pas vulnérables jusqu'à un événement au moins centennal. Ainsi, les règles du PPRN s'imposent soit aux aménagements et constructions futures, soit aux aménagements et constructions existantes, mais aussi selon les cas aux différents usages possible du sol : activités touristiques, de loisirs, agricoles ou autres. Ces règles peuvent traiter de l'urbanisme, de la construction ou de la gestion des espaces.

LES EFFETS DES PPRN

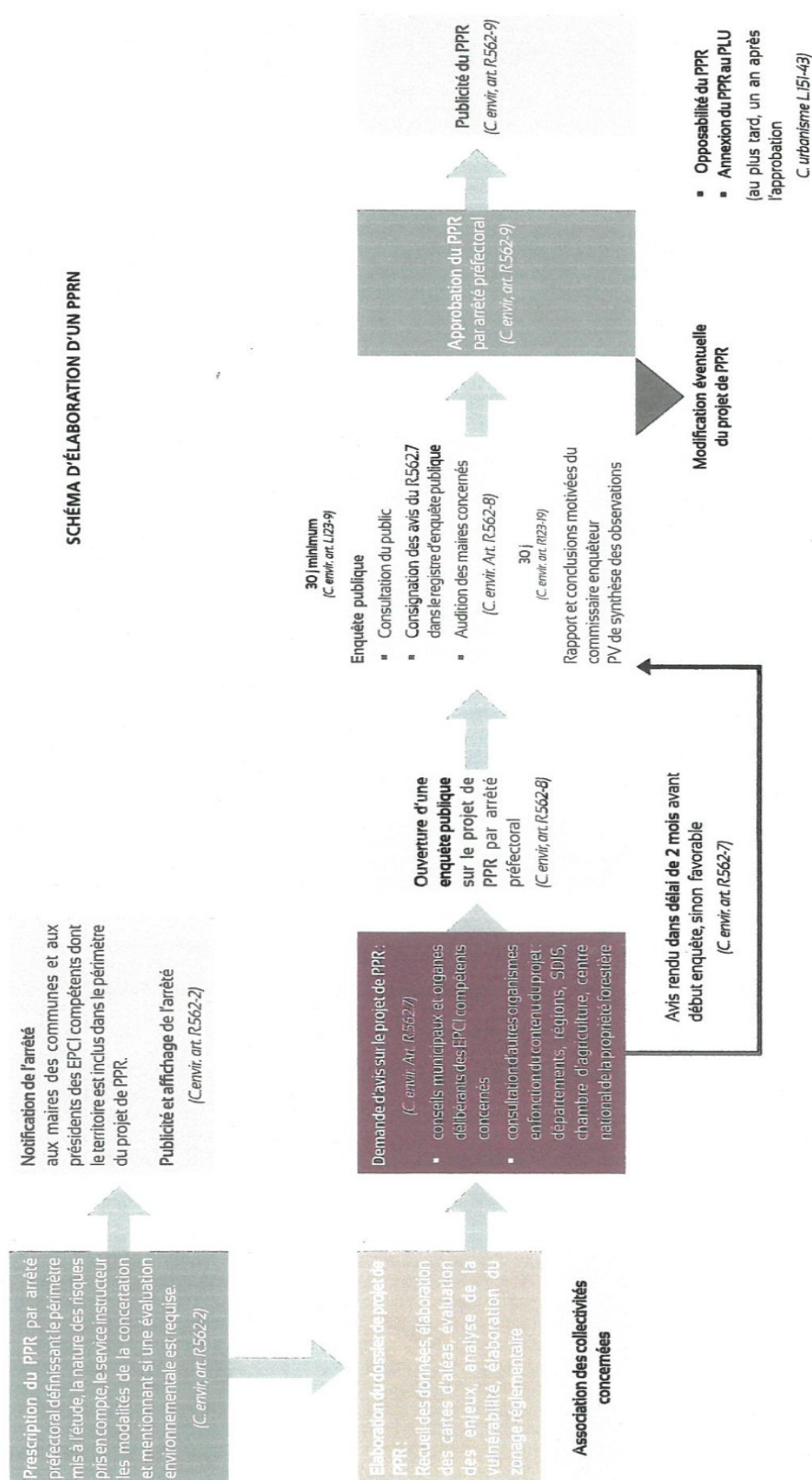
Après approbation, le PPRN vaut servitude d'utilité publique opposable à tout mode d'occupation ou d'utilisation des sols. Il doit être annexé au PLU.

Il entraîne en outre diverses obligations, notamment en matière d'information préventive : réunions publiques périodiques, information des acquéreurs et des locataires, mise en œuvre obligatoire des plans communaux de sauvegarde.

Il est, soit modifiable s'il n'y a pas atteinte à l'économie générale du plan, soit révisable dans les mêmes conditions que pour son établissement.

Même en l'absence de PPRN, le PLU peut définir les zones à risques et les règles spécifiques à respecter.

Le code de l'Urbanisme dans son articles L.101-2-5°, pose la prévention des risques naturels et technologiques dans ses principes. L'article L.141-1 impose aux SCoT de prendre en compte la prévention des risques dans leur élaboration.



L'HISTORIQUE DU PPRI PAR DEBORDEMENT DE LA MARNE DE TOURS-SUR-MARNE A COURTHIEZY

Après les constats de débordement de la rivière Marne (principales crues en 1910, 1924, 1947, 1955 et 1983), la demande croissante en termes d'urbanisation, la politique de prévention des risques, il a été défini une stratégie pour la prévention du risque inondation de la Marne et de ses affluents sur le secteur Marne aval.

De 2013 à 2016, des études techniques ont eu lieu.

De 2016 à 2020, des échanges et des rencontres ont eu lieu avec les communes concernées, des présentations de projets, une concertation avec les PPA, personnes publiques associées, ainsi qu'avec le public (limitée dans ce dernier cas à des permanences téléphoniques pour cause de crise sanitaire).

Ensuite, les communes et EPCI, les PPA ont été consultés de façon « réglementaire » et ont délibéré sur les projets de zonage et le règlement.

Des omissions ont été relevées par certaines communes dans le projet. Après modifications, les communes ont toutes donné un avis favorable ou pour 3 d'entre elles, l'avis a été réputé favorable en l'absence de réponse dans le délai légal.

Ensuite, conformément aux textes, dans le cadre de la démarche d'élaboration du PPRI, la présente enquête publique a été organisée.

Précédemment, en juillet 2011, le PPRI Marne moyenne autour de CHALONS-EN-CHAMPAGNE avait été approuvé, et les PPRI Marne amont autour de VITRY-LE-FRANCOIS, avaient été approuvés en novembre 2015, décembre 2016 et avril 2018.

○ L'élaboration du PPRI s'est faite en 4 étapes :

- Etablissement d'une carte informative des phénomènes historiques
- Etablissement d'une carte des aléas
- Recensement et évaluation des enjeux (personnes, biens, activités ...)
- Etablissement d'un zonage réglementaire et d'un règlement associé issus du croisement des aléas et des enjeux.

- Les principales mesures du projet de règlement sont :
 - Le contrôle des constructions nouvelles en zone urbaine dans les zones d'aléas les plus forts
 - Le contrôle de l'extension urbaine dans les zones d'expansion des crues
 - La définition des règles de constructibilité tant sur l'existant que sur les futures constructions
 - De favoriser la transparence hydraulique en zone d'aléa
 - La définition des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Quatre zones ont été définies (rouge, magenta, bleu moyen et bleu clair) Dans toutes ces zones il convient de préserver le champ d'expansion des crues.

L'objectif principal est la préservation des espaces inondables en zone rouge en l'état, puisqu'ils remplissent une fonction de stockage d'eau.
(cf. tableau de synthèse ci-après)

Synthèse

	Zone Rouge	Zone Magenta	Zone Bleu Moyen	Zone Bleu Clair
Interdictions	(article II.1.1)	(article II.2.1)	(article II.3.1)	(article II.3.1)
Constructions nouvelles	Interdites (article II.1.2) sauf exceptions avec une surface au sol limitée	Constructions limitées (article II.2.2) avec prescriptions dont une surface au sol limitée (20%)	Constructions limitées (article II.3.2) avec prescriptions dont une surface au sol limitée (30%)	Autorisées sans limites (article II.3.2)
Extensions des constructions existantes	Interdites sauf exceptions (article II.1.3) avec une surface au sol (bâtiments existant et extension) limitée (20%)	Constructions limitées (article II.2.3) avec prescriptions dont une surface au sol (bâtiments existant et extension) limitée (20%)	Constructions limitées (article II.3.3) avec prescriptions dont une surface au sol (bâtiments existant et extension) limitée (30%)	Autorisées sans limites (article II.4.3) Mise en sécurité des biens (plancher hors d'eau)
Reconstructions	Suivant les mêmes modalités que pour une construction neuve			
Prescriptions communes	Prescriptions applicables dans le cadre des travaux de reconstruction de réhabilitation, de changement de destination de l'ensemble ou d'une partie d'un bâtiment, des extensions de constructions et de constructions nouvelles autorisées. (articles II.1.4, II.2.4, II.3.4, II.4.4)			
	Tous les projets cités ci-dessous peuvent créer des obstacles à l'écoulement et doivent par conséquent présenter une transparence hydraulique ou faire l'objet de compensation en application des articles II.1.4.6, II.2.4.6, II.3.4.6 et II.4.4.6,			

PPRi Epemay



L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1) L'ORGANISATION :

Par note en date du 12 mars 2021, le préfet de la Marne représenté par Madame la Directrice Départementale des Territoires a sollicité la désignation d'un commissaire enquêteur afin de procéder à une enquête publique dans le cadre de la démarche d'élaboration du **Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) Marne Aval**, sur un secteur réparti sur 3 établissements publics de coopération intercommunale à l'ouest du département.

Par décision en date du 24 mars 2021, Monsieur le Vice-Président du tribunal administratif m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique ayant pour objet **l'élaboration du PPRi Marne Aval sur le secteur de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne regroupant 15 communes.**

Deux autres commissaires enquêteurs ont également été nommés pour la même enquête, l'un pour les communes regroupées au sein de l'EPCI de la Grande Vallée de la Marne et l'autre pour les communes regroupées au sein de la Communauté d'Agglomération d'Epernay, Coteaux et Plaines de Champagne.

Le 31 mars 2021, la cellule PRNTLB (Prévention des Risques Naturels, Technologiques et Lutte contre le Bruit) de la DDT de la Marne a organisé une réunion de préparation à l'enquête publique. A la suite de cette réunion, ce service nous a transmis par mail un dossier correspondant aux points présentés lors de cette réunion.

Le projet de règlement du PPRi sur le secteur de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne m'avait été transmis par l'intermédiaire du tribunal administratif.

Le 7 avril, j'ai coté et paraphé les registres d'enquête à la DDT et récupéré le dossier « papier » complet du projet soumis à consultation. Ce dossier comporte 2 sous dossiers :

Le 1^{er} contient :

- Le projet de règlement
- La note de présentation
- Une carte du zonage réglementaire

Le 2^{ème} contient :

- Le bilan de la concertation
- Les cartes des enjeux par commune
- Les cartes des aléas par commune
- Les cartes des phénomènes historiques par commune
- Des annexes (1 à 8) à la note de présentation

J'ai ensuite pris contact avec les services de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne et les maires des 15 communes afin de fixer des rendez-vous de rencontre et de permanences.

J'ai transmis le 13 avril aux services de la DDT le tableau des jours et horaires de permanences et de rencontres avec les maires et l'EPCI (cf. page suivante)

Le 3 mai, j'ai récupéré auprès des services de la DDT un dossier identique à celui déposé dans chaque commune avec les registres d'enquête ainsi qu'au siège de la CCPC et comportant les pièces suivantes :

- **L'arrêté préfectoral**, en pièce jointe, **daté du 21 avril 2021**
- Un exemplaire de l'affiche réglementaire sur fond jaune
- La copie des courriers transmis au Président de la Communauté de Communes et à chacun(e) des maires des communes concernées avec les dossiers d'enquête
- Le projet de règlement
- Le bilan de la consultation réglementaire
- Le bilan de la concertation
- La note de présentation du projet accompagnée de 8 annexes
- Les cartes du zonage réglementaire pour chaque commune
- Les cartes des enjeux pour chaque commune
- Les cartes des aléas pour chaque commune
- Les cartes des phénomènes historiques pour chaque commune

L'enquête publique a fait l'objet de publicité dans la rubrique annonces légales des journaux :

- L'Union en date des 18 mai et 8 juin 2021
- LES PETITES AFFICHES MATOT BRAINE, éditions du 17 au 23 mai et du 7 au 13 juin 2021.

EPCI	commune ou EPCI de	horaires et jour des permanences	lieu permanence mairie de :	maires entendus par CE (R562-8 du CE)
CCPC	Binson-et-Orquigny	jeudi 3 juin 10h à 12h	Binson-et-Orquigny	03/06 à 9h
CCPC	Boursault	mercredi 9 juin 10h à 12h	Boursault	09/06 à 9h
CCPC	Chatillon-sur-Marne	lundi 7 juin 10h à 12h	Chatillon-sur-Marne	07/06 à 9h
CCPC	Courthiézy	mercredi 9 juin 15h à 17h	Courthiézy	09/06 à 14h
CCPC	Damery	jeudi 17 juin 10h à 12h	Damery	17/06 à 9h
CCPC	Dormans	vendredi 4 juin 10h à 12h et 15h à 17h	Dormans	04/06 à 14h
CCPC	Mareuil-le-Port	jeudi 17 juin 15h à 17h	Mareuil-le-Port	17/06 à 14h
CCPC	Oeuilly	vendredi 18 juin 15h à 17h	Oeuilly	18/06 à 14h
CCPC	Reuil	mercredi 23 juin 10h à 12h	Reuil	23/06 à 9h30
CCPC	Troissy	mardi 15 juin 10h à 12h	Troissy	15/06 à 9h
CCPC	Vandières	lundi 21 juin 10h à 12h	Vandières	21/06 à 9h30
CCPC	Vauciennes	mardi 15 juin 15h à 17h	Vauciennes	15/06 à 14h
CCPC	Venteuil	mardi 8 juin 15h à 17h	Venteuil	08/06 à 14h
CCPC	Verneuil	lundi 21 juin 15h à 17h	Verneuil	21/06 à 14h
CCPC	Vincelles	mercredi 16 juin 15h à 17h	Vincelles	16/06 à 14h
CCPC	CC des Paysages de la Champagne	rencontre avec le Pdt le vendredi 4 juin à 9h	Dormans	04/06 à 9h

2) LE DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE :

Conformément au tableau joint, j'ai entendu les représentants des communes et tenu les permanences suivantes :

- Commune de BINSON-ET-ORQUIGNY :

Le 3 juin à 9h, j'ai été accueilli par Monsieur GODINAT, 1^{er} adjoint au maire.

J'ai constaté que l'affiche figurait sur le tableau communal.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

Aucune observation particulière ne m'a été rapportée. La commune dont la partie urbanisée est située en hauteur, dispose d'une petite façade inondable sur la rivière Marne constituée uniquement de prés et terres agricoles. Un ancien moulin à l'abandon sans eau ni électricité se situe également en zone inondable.

Lors des réunions bilatérales sur la cartographie des enjeux, du zonage et du projet de règlement, Monsieur le Maire avait évoqué la nécessité d'une signalétique en plus des barrières existantes sur la véloroute, en cas de crue. La DDT avait répondu que le sujet serait évoqué avec la communauté de communes. Le commissaire enquêteur soussigné rappelle que la réalisation de la véloroute a bénéficié des crédits du Département, de la Région et de l'Europe et qu'une convention entre le Département et VNF est censée régler « *les conditions de l'implantation et de l'entretien des panneaux de signalisation* »

La commune dispose d'une carte communale.

Personne ne s'est présenté lors de la permanence de 10h à 12h. Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention.

- CCPC, Communauté de Communes des Paysages de la Champagne avec siège à DORMANS :

Le 4 juin à 9h, j'ai été accueilli par Monsieur COUTANT, Président de la CCPC et j'ai pu échanger avec Messieurs BAILLY et SESTIA des services de la CCPC au sujet du PPRI. La communauté de Communes a délibéré favorablement le 8 avril 2021 sur le projet définitif de PPRI.

La CCPC n'a pas d'autres observations à apporter.

- Commune de DORMANS :

Le 4 juin à 10h, j'ai été accueilli par Monsieur COURTEAUX, maire de la Commune. J'ai constaté que l'affiche réglementaire figurait sur les tableaux communaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la mairie.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

Le site internet de la commune consacre une page au PPRI.

En l'absence de délibération sur le projet de règlement du PPRI, l'avis de la commune est réputé favorable.

Monsieur le Maire n'a pas d'autre remarque à soulever sur le projet.

Les observations figurant dans les rapports de réunions bilatérales en juin et décembre 2019 ont déjà reçu des réponses de la part de la DDT.

En particulier, le projet de déchetterie situé en zone rouge a été abandonné par la CCPC. Il est acquis que certaines constructions ou terrains figurent en zone rouge, magenta ou bleue (aire d'accueil des gens du voyage, transformateur électrique, station de pompage, station d'épuration ...)

La commune dispose d'un PLU depuis 2018

Personne ne s'est présentée lors de la permanence de 10h à 12h ni de 14h à 17h.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

- **Commune de CHATILLON-SUR-MARNE :**

Le 7 juin à 9h, j'ai été accueilli par Monsieur PIERLOT, maire de la Commune.

J'ai constaté que l'affiche réglementaire était en évidence sur la porte d'entrée de la mairie.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

Le site internet de la commune rappelle l'enquête publique.

La commune a délibéré favorablement le 12 février 2021 sur le projet définitif de PPRI.

Monsieur le Maire n'a pas d'autre observation sur le projet.

Commune située en surplomb de la Vallée de la Marne, elle est concernée par le PPRI par sa façade en rive de la Marne (principalement en zones bleues) qui accueille quelques constructions à usage professionnels et quelques habitations.

Le PLU est en cours de révision. Il devra bien entendu respecter le règlement du PPRI qui y sera annexé.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Une seule personne habitant de CHATILLON, Monsieur Michel HAZARD, s'est présentée lors de la permanence et a déposé une remarque sur le registre.

Il demande que la régulation du débit de la Marne, lors des inondations, soit « *appliquée plus sérieusement* ». Il joint à son propos une carte de ses parcelles en bordure de Marne qui indique que celles-ci sont aux 2/3 situées en zone inondable, ce qui rend difficile leur culture. Il sous-entend que la régulation par le lac du Der en période de crues devrait être mieux contrôlée et pénalise moins les exploitants agricoles.

Si ses propos n'ont pas de lien avec le futur règlement du PPRI, ceux-ci sont néanmoins rapportés.

- **Commune de VENTEUIL :**

Le 8 juin à 14h, j'ai été accueilli par Monsieur GUERRE, maire de la Commune.

J'ai constaté que l'affiche réglementaire était en évidence sur le panneau à l'entrée de la mairie.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

La commune a délibéré favorablement sur le projet définitif de PPRI.

Commune située très en surplomb de la Vallée de la Marne, elle est concernée par le PPRI par une façade en rive de la Marne.

Monsieur le Maire n'a pas d'observations supplémentaires à celles développées en juin et décembre 2019 lors des réunions bilatérales. Celles-ci mentionnaient en zone inondable, un hangar de matériel viticole, une maison éclusière, une habitation secondaire et un terrain pour mobil-homes. La station d'épuration n'est pas en zone inondable.

Les diverses observations ont reçu des réponses de la part de la DDT.

Le PLU a été révisé et approuvé en juillet 2020. Les zones inondables sont situées en zones A ou Ni. Le PLU ne fait état que d'un PPRN « Mouvement de terrain »

Il intégrera les dispositions du PPRI dès approbation.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Personne ne s'est présenté pendant la permanence de 15h à 17h.

- **Commune de BOURSAULT :**

Le 9 juin à 9h30, en l'absence de Madame la Maire, j'ai été accueilli par Madame PANFILI, 2^{ème} adjointe.

J'ai constaté que l'affiche réglementaire figurait sur le panneau communal proche de la Mairie.

Une information à propos de la permanence figurait sur un bulletin distribué dans les boîtes aux lettres des habitants.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

La commune a délibéré favorablement le 12 mars 2021 sur le projet définitif de PPRI.

Commune située très en surplomb de la Marne, elle est concernée par le PPRI par une façade en rive de la Marne constituée de terres agricoles et d'une ferme abandonnée.

Madame l'Adjointe n'a pas d'observation complémentaire à celles développées en juin et décembre 2019 lors des réunions bilatérales.

Le PLU est en cours de révision.

Il intégrera les dispositions du PPRI dès approbation.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Personne ne s'est présenté pendant la permanence de 10h à 12h sur le sujet du PPRI.

- **Commune de COURTHIEZY :**

Le 9 juin à 14h, j'ai été accueilli par Monsieur BIZZOCCHI, maire de la Commune. J'ai constaté que l'affiche réglementaire était en évidence sur le panneau proche de la mairie.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

La commune a délibéré favorablement sur le projet définitif de PPRI.

Commune dont la partie habitable est située en surplomb de la Vallée de la Marne, elle dispose d'une façade réduite sur la rivière. Ne sont situés en zone inondable, outre des terres agricoles, qu'un petit bâtiment VNF, un transformateur électrique et une ferme abandonnée.

Monsieur le Maire n'a pas d'observations supplémentaires à celles développées en juin et décembre 2019 lors des réunions bilatérales.

Les diverses observations avaient reçu des réponses de la part de la DDT.

La commune est soumise au règlement national d'urbanisme RNU.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Personne ne s'est présenté pendant la permanence de 15h à 17h.

- **Commune de TROISSY :**

Le mardi 15 juin à 9h, j'ai été accueilli par Monsieur HERBLAND, 4ème adjoint puis par Madame la Maire avec lesquels j'ai pu échanger sur le projet de PPRI et les remarques soulevées après la réunion bilatérale de 2019.

J'ai constaté que l'affiche réglementaire figurait sur le panneau communal proche de la Mairie.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

La commune a délibéré favorablement sur le projet définitif de PPRI.

Commune située en surplomb de la Marne, elle est concernée par le PPRI par une façade en rive de la Marne constituée de terres agricoles et étangs, d'une station d'épuration, d'une station de pompage et de l'ancienne maison de garde barrière (toujours occupée), tous situés en zone rouge.

Le PLU a été approuvé en 2018, il tient compte du caractère inondable des zones concernées.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Une seule personne, Monsieur Jobert, habitant de la commune, a déposé une remarque sur le registre. Le soussigné répondra directement à Monsieur Jobert dans le corps du présent rapport.

- **Commune de VAUCIENNES :**

Le mardi 15 juin à 14h, j'ai été accueilli par Madame FOURNY, Maire.

J'ai constaté que l'affiche réglementaire figurait sur le panneau communal proche de la Mairie.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

La commune a délibéré favorablement sur le projet de PPRI.

La seule observation soulevée lors de la réunion bilatérale de 2019 concernait le bassin de rétention des eaux de ruissellement (toujours à l'état de projet) non situé en zone inondable et qui ne sera pas impacté par le projet (réponse de la DDT)

Commune située très en surplomb de la Marne, elle est concernée par le PPRI pour le hameau La Chaussée de Damery qui regroupe des habitations, une entreprise de transport, un restaurant, situés de part et d'autre de la RN 3, pour partie en zone rouge ou bleue et pour une petite partie en aléa exceptionnel.

Le PLU a été révisé et modifié en 2011. La zone inondable est principalement classée en zone N, le reste en zone UC et dans ce dernier cas, le règlement du PPRI modifiera partiellement le règlement de la zone en particulier pour ce qui concerne les prescriptions de construction

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Personne ne s'est présenté pendant la permanence de 15h à 17h.

- **Commune de VINCELLES :**

Le mercredi 16 juin à 14h, j'ai été accueilli par Madame DEPAUX, Maire.

J'ai constaté que l'affiche réglementaire figurait sur le panneau communal proche de la Mairie.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

Un avis sur l'enquête a été distribué dans les boîtes aux lettres des habitants de la commune.

La commune a pris acte des modifications et réponses apportées après la réunion bilatérale du 17/12/2019.

Vincelles a délibéré favorablement sur le projet de PPRI.

Un problème « sensible » déjà relevé lors de la réunion bilatérale du 26 juin 2019 avec le précédent magistrat de la commune a été à nouveau soulevé par Madame la Maire. Il concerne des hangars situés en zone rouge classés dans la carte des enjeux comme « installation potentiellement polluante ».

Le commissaire enquêteur soussigné s'est rendu sur place et a constaté du stockage de produits viticoles dans des bâtiments clos mais également, à l'extérieur, des carcasses de véhicules, de métaux, de ferraille, des déchets « verts » et d'autres déchets, en sac, de nature indéterminée.

Ce point sera à nouveau soumis à l'avis de la DDT dans le PV de synthèse.
Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.
Personne ne s'est présenté pendant la permanence de 15h à 17h.

- **Commune de DAMERY :**

Le jeudi 17 juin à 9h, j'ai pu avoir un entretien avec Madame MIGNON, Maire et Monsieur COOLS, 1^{er} adjoint.
J'ai constaté que l'affiche réglementaire figurait sur le panneau communal à l'intérieur de la mairie ainsi qu'à l'extérieur.
L'enquête publique est également annoncée sur les panneaux lumineux.
Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.
DAMERY a délibéré favorablement sur le projet de PPRI.
La Commune est peu concernée par les inondations même dans la partie urbanisée basse proche de la rivière.
La zone inondable s'étend au sud entre la Marne et la voie de chemin de fer ainsi qu'à l'ouest du territoire communal dans une zone boisée et agricole.
Il n'y a pas d'enjeu majeur à signaler.
Le PLU a été approuvé en 2018. Les zones inondables sont classées en secteurs Ni ou Nhi.
Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.
Personne ne s'est présenté pendant la permanence de 10h à 12h.

- **Commune de MAREUIL LE PORT :**

Le jeudi 17 juin à 14h, j'ai pu échanger avec Monsieur VEAUX, Maire de la commune. Monsieur le Maire n'a pas de remarque supplémentaire à ajouter. Les réunions bilatérales de 2019 ont permis de répondre aux questions.
J'ai constaté que l'affiche réglementaire figurait sur le panneau communal proche de la Mairie.
Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.
L'enquête publique est également annoncée sur les panneaux lumineux.
La commune a délibéré favorablement sur le projet de PPRI.
Le PLU est en cours de révision.
La commune est principalement concernée par les inondations dans sa partie dénommée « Port à Binson » où sont situées des habitations et des établissements industriels et commerciaux dans des zones à aléas faible, moyen et pour partie exceptionnel.
Plusieurs « installations potentiellement polluantes » figurent sur le plan des aléas : dépôt de carburants, stockage de produits viticoles, garage et coopérative agricole.

**Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.
Une seule personne s'est présentée concernant le projet de PPRI et a rempli le registre.**

Cette personne s'étonne que le numéro 3a de l'avenue Paul Doumer, section AD 3, ne soit pas classé en zone inondable. Il a en effet connu par le passé de l'eau au pied de la maison située à cette adresse, ce qui a nécessité la construction d'un vide sanitaire. Cette interrogation sera soumise à la DDT.

- **Commune de OEUILLY :**

Le vendredi 18 juin à 14h, j'ai pu échanger avec Monsieur BOULANT Maire de la commune et Monsieur André WARNET, adjoint, sur le projet de PPRI et les remarques soulevées après les réunions bilatérales de 2019.

J'ai constaté que l'affiche réglementaire figurait sur le panneau communal proche de la Mairie.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

La commune a délibéré favorablement sur le projet définitif de PPRI.

Ce village situé en surplomb de la vallée de la Marne est partiellement concerné par le PPRI pour une petite zone industrielle au lieudit « La pierre qui tourne » en bordure de la RN3 et proche de la rivière.

Les enjeux sont limités et concernent une construction légère de loisirs, une station d'eau potable, un transformateur électrique et une habitation isolée.

La zone inondable est constituée principalement de terres agricoles, friches boisées et gravières.

Le PLU a été approuvé en 2020, il tient compte du caractère inondable des zones concernées.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Personne ne s'est présenté pendant la permanence de 15h à 17h.

La commune a un projet de construction de station d'épuration en zone pour partie classée en aléa faible. Interrogée sur le sujet en 2019, la DDT a répondu que ce type de projet est totalement réalisable avec prescriptions. Néanmoins, Monsieur le Maire sollicite le déclassement de la petite zone bleu clair pour lever toute ambiguïté.

- **Commune de VANDIERES :**

Le lundi 21 juin, j'ai pu échanger avec Madame LEMAIRE, premier magistrat de la commune.

Madame la Maire n'a pas d'observation à ajouter. Les réunions bilatérales de 2019 ont permis de répondre aux questions.

L'affiche réglementaire ne figure pas sur les tableaux d'affichage, uniquement un bandeau indiquant le jour et l'heure de la permanence. J'ai invité Madame LEMAIRE à réparer cet oubli.

La commune a délibéré favorablement sur le projet de PPRI.

La commune est en surplomb de la vallée et la zone inondable concerne uniquement des terres agricoles.

La maison éclusière est hors d'eau et la station de pompage n'est plus en service.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Personne ne s'est présenté pendant la permanence de 10h à 12h.

- **Commune de VERNEUIL :**

Le lundi 21 juin, j'ai pu échanger avec Madame GUENET-NANSOT, maire de la commune.

J'ai constaté que l'affiche réglementaire figurait sur un panneau communal dans le hall de la Mairie.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

En l'absence de réponse, l'avis de la commune sur le projet de PPRI est réputé favorable.

La commune est concernée par les débordements de la Marne pour une zone agricole au nord de la rivière et quelques habitations et hangars agricoles dans le secteur des « Saussaies », zone classée en rouge, bleu clair et bleu moyen.

Le PLU a été partiellement révisé en 2013. Les prescriptions de la zone UB, secteur soumis partiellement aux inondations, seront sans doute modifiées après approbation du PPRI.

Madame la maire a pris acte des réponses de la DDT lors des réunions de 2019 ainsi que des modifications apportées pour certaines parcelles sur la couleur du zonage. Néanmoins, elle souligne à nouveau le problème de la Semoigne, rivière qui traverse la commune du nord au sud, en son centre, et se « jette » dans la Marne.

Madame la maire souhaite savoir précisément à qui incombe l'entretien de ce cours d'eau aux débordements fréquents (riverains, commune, autres ...) et s'il est possible de modifier structurellement la zone où il rejoint la Marne car son niveau, selon les périodes, est plus bas que celui de la Marne et le confluent est très encombré de sédiments et arbres morts. Une des conséquences est que dans les cas d'inondations de la vallée de la Marne, l'eau remonte dans la Semoigne et inonde la partie basse du village. Une autre conséquence est qu'en cas d'orages ou fortes précipitations, la Semoigne s'écoule difficilement dans la Marne et inonde les habitations situées en partie basse du village.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Deux personnes se sont présentées pendant la permanence et ont annoté le registre. Elles apportent également leur témoignage à propos des inondations annuelles par la Semoigne. L'une des personnes, Madame BRION a également déposé un dossier, photos à l'appui et Monsieur RASSEL, le 2^{ème} intervenant, doit également transmettre des photos sur le site internet dédié à l'enquête.

Il a été néanmoins précisé aux 2 intervenants que le problème qu'ils soulèvent ne concerne pas directement le règlement du PPRi ni son zonage. Toutefois, de manière indirecte, ainsi qu'il est expliqué supra, l'influence du débit de la Semoigne sur celui de la Marne a des conséquences dommageables.

- **Commune de REUIL :**

Le mercredi 23 juin, j'ai pu échanger avec Monsieur VARLET, premier magistrat de la commune à propos du projet de PPRi.

Monsieur le Maire n'a pas de remarque supplémentaire à soulever. Les réunions bilatérales de 2019 ont permis de répondre aux questions.

L'affiche réglementaire est en place sur le tableau municipal.

Le dossier « papier » ainsi que le registre sont à disposition du public.

La commune a délibéré favorablement sur le projet de PPRi.

Les habitations de la partie basse du village et l'église sont en zone d'aléa faible.

La zone rouge concerne presque uniquement des terres agricoles, des zones boisées et des gravières. Il y a peu d'enjeux. Les bassins de décantation d'hydraulique viticole en représentent un.

Aucun courrier ne m'a été envoyé ni déposé à mon intention à la mairie.

Personne ne s'est présenté pendant la permanence de 10h à 12h.

=====

A la clôture de l'enquête, le vendredi 2 juillet à 17 heures, les registres d'enquête, signés par les maires, ont été retournés à la DDT. Les retours, malgré les relances, se sont malheureusement étalés jusqu'au 23 juillet.

En conséquence, le procès-verbal de synthèse n'a pu être remis aux services compétents de la DDT que le 23 juillet.

Aucun courrier « papier » ou électronique n'a été remis ou déposé à mon intention pendant toute la durée de l'enquête dans aucune des mairies visitées.

Aucun courrier électronique n'a été déposé sur le site internet dédié à l'enquête, à l'exception de celui d'une habitante de VERNEUIL, en complément de son observation sur le registre de la commune.

La cellule PRNTLB (Prévention des Risques Naturels, Technologiques et Lutte contre le Bruit) de la DDT de la Marne a néanmoins pu me remettre son mémoire en réponse dès le 27 juillet. Ses observations et réponses figurent ci-après en italiques dans les chapitres 3) L'AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES et 4) LES REPONSES APORTEES.

3) L'AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES :

Les personnes suivantes ont donné un avis favorable ou n'ont pas répondu dans le délai au projet de règlement et dans ce cas, leur avis est réputé favorable : la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne, le Centre régional de la Propriété Forestière, le Conseil Régional Grand Est, le Conseil Départemental, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le Syndicat Général des Vignerons et l'INAO.

La Chambre d'Agriculture est également favorable au projet mais demande à être consultée si un projet agricole dans une zone réglementée pouvait être empêché par les nouvelles dispositions du PPRi.

Le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims propose d'adapter quelques éléments du règlement (entretien des cours d'eau et démolition des bâtiments abandonnés)

La DDT indique que ces précisions seront apportées au règlement du PPRi.

Le CIVC Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne souhaite qu'aucune contrainte supplémentaire ne soit demandée lors d'arrachages et replantations de vignes dans des zones inondables.

La DDT indique que la seule contrainte se résume à la conservation du profil du terrain existant, c'est-à-dire que l'apport de remblai sur les parcelles situées en zone inondable est interdit.

Le Schéma de Cohérence Territoriale d'Epernay et sa Région (SCoTER) émet une réserve quant au caractère limitant en matière de développement urbain des communes impactées par le règlement.

La DDT indique les projets du SCoTER devront prendre en considération le futur règlement. Il a été élaboré dans le respect de la résilience des territoires mais aussi de leur possibilité de développement après de nombreuses réunions et concertations.

Le Syndicat Mixte de la Marne Moyenne sollicite la prise en compte de remarques concernant les divisions parcellaires, le libre écoulement des eaux et l'infiltration des eaux de pluie.

La DDT a répondu point par point à ces 3 remarques techniques et justifié ses choix.

4) LES REPONSES APORTEES :

- La DDT, dans son mémoire en réponse, apporte une indication aux propos de Monsieur HAZARD, habitant de CHATILLON-SUR-MARNE (cf. page 13).
Le projet de PPRI ne traite pas la régulation du Lac Réservoir Marne. Elle est gérée par l'Etablissement Public Seine Grands Lacs.

- Monsieur JOBERT, habitant de TROISSY, s'étonne que l'existence du Lac du Der grâce auquel les crues sont moins importantes ne soit pas davantage retenue pour l'établissement des cartes de zonage et d'aléas.

La réponse suivante lui est apportée par le commissaire enquêteur soussigné :

Les textes réglementaires (circulaires du 24/01/1994 et du 30/04/2002) invitent à ne pas prendre en compte l'influence des ouvrages de protection mais exigent la prise en compte du risque submersion et de ruptures de ces ouvrages.

Les obstacles longitudinaux et le barrage réservoir Marne sont considérés comme transparents hydrauliquement (cf. page 38 du projet de règlement « La doctrine »)

La DDT apporte de son côté quelques précisions.

- Concernant les crues de la rivière Semoigne et le problème de son confluent avec la Marne, rapportés par Madame BRION et Monsieur RASSEL ainsi que par Madame GUENET-NANSOT, Maire de VERNEUIL, *la DDT rappelle les chapitres III.5 et III.6 du projet de règlement qui traitent de l'entretien des cours d'eau.* (pages 61 et 62) et donc qui indiquent à qui incombe l'entretien d'un cours d'eau et des ouvrages hydrauliques.

En outre, la commune de VERNEUIL pourrait se rapprocher du service de la Police de l'Eau de la DRIEE et du service eau et environnement de la DDT (SEEPR) pour étudier l'aménagement du confluent de la Semoigne avec la Marne.

- Concernant la remarque d'un habitant de MAREUIL-LE-PORT qui s'étonnait qu'une habitation ne soit pas classée en zone inondable, *la DDT répond que la modélisation de la crue centennale n'atteint effectivement pas la parcelle concernée et que le phénomène constaté peut être lié à une remontée de nappe.*
- Concernant la demande de Monsieur le Maire d'Oeuilly, *la DDT maintient sa réponse quant aux possibilités de construction avec prescriptions d'équipements d'intérêt collectif en zone rouge sans acquiescer à la demande de « déclassement » d'une zone bleu clair.*
- Concernant le problème d'une « installation potentiellement polluante » soulevé par Madame la Maire de VINCELLES, *la DDT rappelle le projet de règlement sur ce point (cf. pages 10 et 11 du mémoire en réponse). La conclusion apparaît claire « En résumé, sur ce site il ne doit pas y avoir de stockage de matériaux polluants ou sensibles à l'eau, »*
Selon la DDT, après approbation du PPRi, et conformément aux dispositions de l'article L.562-5 du code de l'environnement, « les infractions sont constatées, en outre, par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité compétente et assermentés » soit, dans une commune, le Maire.

Les réponses et précisions apportées par le service de la DDT sont complètes, précises et étayées et recueillent l'assentiment et l'approbation du commissaire enquêteur soussigné.

L'ensemble des données, analyses, avis et réponses contenus dans ce rapport me permet d'établir mes conclusions et d'émettre mon avis final dans le document particulier ci-après.

A Châlons en Champagne le 29 juillet 2021

JP GRANJON
Commissaire enquêteur

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'JP GRANJON', with a small dot at the end.

**Arrêté préfectoral portant ouverture d'une enquête publique
sur le projet de plan de prévention du risque d'inondation
Marne aval – secteur d'Épernay**

Par Débordement de la rivière MARNE pour la :

Communauté de Communes des Paysages de la Champagne :

**Binson-et-Orquigny, Boursault, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Damery, Dormans,
Mareuil-le-Port, Oeuilly, Reuil, Troissy, Vandières, Vauciennes, Venteuil, Verneuil, Vincelles.**

N° SSPRNTR_PRNTLB_2021_104_01

Préfet de la Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles :

- L123-1 à 19 et R123-1 à 33 sur les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- L562-1 à L562-9 et R562-1 à 11 relatifs à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 du Président de la République nommant Monsieur Pierre N'GAHANE préfet du département de la Marne ;

Vu la décision de l'autorité environnementale du 22 mars 2017, dispensant le projet de plan de prévention du risque naturel inondation sur le secteur d'Épernay de la production d'une évaluation environnementale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2017 prescrivant le périmètre du plan de prévention du risque naturel inondation sur le territoire des communes de Tours-sur-Marne, Bisseuil, Plivot, Mareuil-sur-Aÿ, Oiry, Chouilly, Aÿ, Épernay, Magenta, Dizy, Hautvillers, Cumières, Mardeuil, Vauciennes, Damery, Venteuil, Boursault, Reuil, Oeuilly, Binson-et-Orquigny, Mareuil-le-Port, Châtillon-sur-Marne, Vandières, Troissy, Dormans, Verneuil, Vincelles, Courthiézy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2020, prorogeant le délai de réalisation du plan de prévention du risque naturel inondation défini par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2017 ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

Vu la décision n°E21000022 / 51 du 24 mars 2021 du Magistrat Délégué du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, désignant le commissaire enquêteur :

- Monsieur Jean-Pierre GRANJON, retraité

tenus à la disposition du public pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public, ainsi que lors des permanences du commissaire enquêteur listées à l'article 7.

Le dossier d'enquête publique sera également mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet des services de l'État dans la Marne à l'adresse :

<https://www.marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Autres-enquetes>

Un accès gratuit au dossier numérique d'enquête sera possible uniquement sur rendez-vous auprès de la Direction Départementale des Territoires (DDT51) – Service Sécurité, Prévention des Risques Naturels, Technologiques et Routier du mercredi 2 juin 2021 au vendredi 2 juillet 2021 aux jours et heures habituels d'ouverture au public (téléphone : 03 26 70 81 04).

Les observations sur le projet devront être consignées sur les registres ouverts à cet effet. Elles pourront également être adressées par écrit au commissaire enquêteur dans les mairies concernées, avant la fin de l'enquête publique.

Le public pourra également faire parvenir des observations et propositions pendant la stricte durée de l'enquête publique par courrier électronique à l'adresse suivante : ddt-prnaturel@marne.gouv.fr en précisant l'intitulé de l'objet de l'enquête dans l'objet du courriel.

Les observations et propositions seront publiées régulièrement par la DDT sur le site internet indiqué précédemment (<https://www.marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Autres-enquetes>).

Article 7

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recueillir les déclarations éventuelles des intéressés aux jours, heures et lieux de permanence suivants :

Commune de	Jours, heures et lieux de permanence
Binson-et-Orquigny	Jeudi 3 juin 2021 de 10h00 à 12h00 en mairie
Dormans	Vendredi 4 juin 2021 de 10h00 à 12h00 en mairie
Dormans	Vendredi 4 juin 2021 de 15h00 à 17h00 en mairie
Châtillon-sur-Marne	Lundi 7 juin 2021 de 10h00 à 12h00 en mairie
Venteuil	Mardi 8 juin 2021 de 15h00 à 17h00 en mairie
Boursault	Mercredi 9 juin 2021 de 10h00 à 12h00 en mairie
Courthiézy	Mercredi 9 juin 2021 de 15h00 à 17h00 en mairie
Troissy	Mardi 15 juin 2021 de 10h00 à 12h00 en mairie
Vauciennes	Mardi 15 juin 2021 de 15h00 à 17h00 en mairie
Vincelles	Mercredi 16 juin 2021 de 15h00 à 17h00 en mairie
Damery	Jeudi 17 juin 2021 de 10h00 à 12h00 en mairie
Mareuil-le-Port	Jeudi 17 juin 2021 de 15h00 à 17h00 en mairie
Oeuilly	Vendredi 18 juin 2021 de 15h00 à 17h00 en mairie
Vandières	Lundi 21 juin 2021 de 10h00 à 12h00 en mairie
Verneuil	Lundi 21 juin 2021 de 15h00 à 17h00 en mairie
Reuil	Mercredi 23 juin 2021 de 10h00 à 12h00 en mairie

40, boulevard Anatole France - CS 60554
51037 Châlons-en-Champagne CEDEX
Tel 03 26 70 80 00

Article 11

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Marne (25 rue du Lycée, 51 036 Châlons-en-Champagne CEDEX) en déposant un recours directement auprès du greffe ou en adressant un recours par voie postale, ou en déposant une requête sur www.telerecours.fr.

Un recours gracieux peut, dans ce même délai de deux mois, être adressé auprès du Préfet de la Marne (Direction Départementale des Territoires de la Marne) ou un recours hiérarchique auprès du Ministère de la transition écologique et solidaire (Direction générale de la prévention des risques – Service des Risques Naturels et Hydrauliques – Tour Séquoia 92055 LA DÉFENSE CEDEX).

Un recours contentieux peut-être ensuite formé dans un délai de deux mois à compter du rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique auprès du tribunal administratif de la Marne (25 rue du Lycée, 51 036 Châlons-en-Champagne CEDEX) en déposant un recours directement auprès du greffe ou en adressant un recours par voie postale ou en déposant une requête sur www.telerecours.fr.

Le recours n'a pas d'effet suspensif sur la décision.

Article 12

Madame la Sous-Préfète d'Épernay, Madame la Directrice de Cabinet du Préfet de la Marne, Madame la Directrice Départementale des Territoires de la Marne, Monsieur le président de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne, Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Binson-et-Orquigny, Boursault, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Damery, Dormans, Mareuil-le-Port, Oeuilly, Reuil, Troissy, Vandières, Vauciennes, Venteuil, Verneuil, Vincelles et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Châlons-en-Champagne, le **21 AVR. 2021**

Le préfet de la Marne

Pierre N'GAHANE



Préfet de la MARNE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION MARNE AVAL

Communauté de Communes des Paysages de la Champagne sur le territoire des communes de :

Binson et Orquigny, Boursault, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Damery, Dormans, Mareuil-le-Port, Oeuilly, Reuil, Troissy, Vandières, Vauciennes, Venteuil, Verneuil et Vincelles

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

Jean-Pierre GRANJON

L'enquête publique préalable au projet du Plan de Prévention des Risques d'Inondation Marne aval sur le territoire de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne et des communes désignées dans le titre, s'est déroulée conformément aux termes de l'arrêté préfectoral en date du 21 avril 2021, du mercredi 2 juin 2021 à 9h00 au vendredi 2 juillet 2021 à 17h00, soit 31 jours consécutifs.

J'ai constaté que la publicité de l'enquête publique a été correctement assurée, avant et pendant l'enquête, dans les annonces légales de 2 journaux dans les délais prévus par les textes et par voie d'affichage sur les tableaux communaux (à une exception près)

La publicité de l'enquête a également été assurée selon les communes, par distribution d'avis dans les boîtes aux lettres des habitants et par voie d'affichage sur les panneaux lumineux. Un article de presse sur le PPRi et l'enquête publique a également été mis en ligne sur le journal L'UNION, édition d'EPERNAY, en date du 10 juin 2021.

J'ai entendu le Président de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne et les maires des communes désignées, une demi-heure ou une heure avant chacune de mes permanences dans les 15 communes indiquées, dans le respect des articles 5 et 7 de l'arrêté préfectoral.

Ces permanences se sont étalées du 3 au 23 juin 2021.

Elles se sont toutes déroulées dans un bon climat et une organisation sans faille, de la part de la DDT ainsi que des communes.

On peut regretter le défaut de participation du public même si des explications peuvent être avancées pour comprendre ce manque d'intérêt.

Le dernier registre n'a été retourné aux services de la DDT que le 23 juillet, ce qui explique que le procès-verbal de synthèse n'a pu être établi et transmis à la DDT que ce même jour, 23 juillet 2021.

A) Observations du public :

Aucun courrier « papier » ou électronique n'a été remis ou déposé à mon intention dans aucune des mairies visitées.

Aucun courrier électronique n'a été déposé sur le site internet dédié à l'enquête à l'exception de celui d'un habitant de VERNEUIL, en complément de sa remarque sur le registre de la commune (cf. ci-dessous)

Cinq personnes se sont déplacées lors des permanences.

- Les propos d'un habitant de CHATILLON-SUR-MARNE seront simplement mentionnés dans le rapport d'enquête. Ils n'ont pas de lien avec le règlement du PPRI (cf. pièce jointe). Monsieur HAZARD demandait « *que la régulation du débit de la Marne lors des inondations soit appliquée plus sérieusement afin de ne pas pénaliser* » les exploitants agricoles dans leurs travaux.
- Il sera répondu directement dans le corps du rapport d'enquête aux propos d'un habitant de TROISSY sur le sujet des références retenues pour établir les cartographies. En effet, les circulaires des 24/01/1994 et 30/04/2002 répondent à ses interrogations et figurent en page 38 du projet de règlement « la doctrine »
- Un habitant de MAREUIL-LE-PORT s'étonne que le numéro 3a de l'avenue Paul Doumer, section cadastrale AD 3, ne soit pas classé en zone inondable. Il dit avoir connu dans le passé de l'eau au pied de la maison située à cette adresse, ce qui a nécessité la construction d'un vide sanitaire.
- Deux habitants de VERNEUIL ont mentionné sur le registre le problème des crues de la rivière Semoigne qui traverse le village et se jette dans la Marne. Ces personnes ont également produit des photos et vidéos postées également sur le site internet dédié à l'enquête et sollicités des réponses à leurs interrogations. Le soussigné a précisé aux 2 intervenants que les problèmes liés à la rivière Semoigne ne concernait pas le règlement du PPRI. Toutefois, l'encombrement du confluent avec la Marne a des conséquences indirectes lors des crues de la Marne. En effet, le niveau de la Semoigne est, selon le temps et les saisons, souvent plus bas que celui de la Marne et compte tenu de la configuration du confluent et de l'encombrement de celui-ci par des sédiments et arbres morts, l'eau remonte par la Semoigne et inonde une partie du village. Les problématiques sont liées.

B) Observations des communes et des Personnes Publiques Associées :

- Madame DEPAUX, maire de VINCELLES, souligne à nouveau le problème d'une zone classée au PPRi comme « installation potentiellement polluante ». Il s'agit au lieudit « Facelle », proche de la rivière Marne, de hangars et plateformes extérieures de stockage de produits viticoles, carcasses de véhicules, métaux, ferraille, déchets « verts » et autres de nature indéterminée. **Le projet de règlement prévoit-il expressément pour ces installations, des mesures de protection obligatoires et contraignantes de nature à éviter des pollutions et la dispersion d'objets flottants pouvant former des barrages ?**
- La commune d'OEUILLY a un projet de construction de station d'épuration en partie en zone bleu clair, déjà évoqué auprès de la DDT. Le projet est tout à fait réalisable avec prescriptions. **Néanmoins, Monsieur le maire sollicite le déclassement de la petite zone bleu clair afin de lever toute ambiguïté.**
- Madame la maire de VERNEUIL souligne également comme ses deux administrés le problème de la rivière Semoigne et du confluent avec la rivière Marne qui nécessiterait des travaux d'aménagement et de nettoyage. **Elle demande d'une part, qui pourrait réaliser ces travaux d'aménagement qui, avec les débordements à répétition, sont un réel problème et d'autre part, à qui incombe précisément l'entretien de la Semoigne (riverains, commune, autres)**
- Concernant l'avis des PPA, la DDT a-t-elle des observations à apporter au sujet des dispositions contraignantes évoquées par la Chambre d'Agriculture, du caractère limitant en matière de développement urbain évoqué par le SCoT, des remarques du CIVC, du Parc naturel régional et du Syndicat Mixte de la Marne Moyenne ?

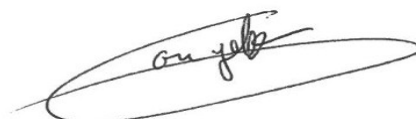
Etabli en double exemplaire le 23 juillet 2021,

Le commissaire enquêteur,



JP GRANJON

adjoint à la cheffe de
celle PRATLB



Cyril GOUGELET



Plan de Prévention des Risques d'Inondation Marne aval – secteur Épernay

PAR DÉBORDEMENT DE LA RIVIÈRE **MARNE** POUR LA :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES PAYSAGES DE LA CHAMPAGNE SUR LE TERRITOIRE
DES COMMUNES DE :

**BINSON-ET-ORQUIGNY, BOURSALT, CHÂTILLON-SUR-MARNE, COURTHIÉZY, DAMERY, DORMANS,
MAREUIL-LE-PORT, OEUILLY, REUIL, TROISSY, VANDIÈRES, VAUCIENNES, VENTEUIL, VERNEUIL,
VINCELLES.**

PRESCRIT LE 12 OCTOBRE 2017

ANNEXE 15 : MÉMOIRE EN RÉPONSE (SUITE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE DU 2 JUIN 2021 AU 2 JUILLET 2021)

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral

En date du :

Le Préfet



N° version	date	Observation
V2	26/07/21	Version définitive

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I – INTRODUCTION.....	5
TITRE II – OBSERVATIONS DES AVIS.....	6
TITRE III – RECUEIL DES AVIS NOTIFIÉS LORS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE.....	9
III.1 – Remarques génériques :.....	9
III.1.1 – La régulation du lac réservoir Marne.....	9
III.2 – Remarques communales :.....	9
III.2.1 – Commune de Mareuil-le-Port.....	9
III.2.2 – Commune de Verneuil.....	9
III.2.3 – Commune de Troissy.....	10
III.2.4 – Commune de Vincelles.....	10
III.2.5 – Commune d'Oeuilly.....	12

TITRE I – INTRODUCTION

Le présent mémoire en réponse concerne le PPRI Marne aval secteur d'Épernay – Communauté de Communes des Paysages de la Champagne sur le territoire des communes de :

Binson-et-Orquigny, Boursault, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Damery, Dormans, Mareuil-le-Port, Oeuilly, Reuil, Troissy, Vandières, Vauciennes, Venteuil, Verneuil et Vincelles.

À l'issue de la concertation, le projet de PPRI a été soumis pour avis aux conseils municipaux et personnes publiques associées pendant un délai de deux mois (de février à avril 2021). Cette consultation a fait l'objet d'un bilan de consultation (*cf annexe 13 : bilan de consultation*) dans lequel est mentionné un certain nombre de remarques.

Le projet de PPRI Marne aval secteur d'Épernay – Communauté de Communes des Paysages de la Champagne a ensuite été soumis à enquête publique du mercredi 2 juin 2021 au vendredi 2 juillet 2021. Le commissaire enquêteur a fait part, auprès des services de l'État, des questions, revendications et remarques ayant été formulées lors de cette enquête.

En parallèle à ces permanences, le public avait la possibilité d'envoyer directement sur l'adresse ddt-pprnaturel@marne.gouv.fr prévue à cet effet, les remarques ou interrogations sur ce PPRI. Pour une meilleure compilation des informations, les services de l'État ont transmis les éventuelles remarques au commissaire enquêteur.

Il a alors été procédé à l'examen attentif de ces éléments inscrits tant sur les délibérations des collectivités que sur les registres d'enquête, et le procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur.

Le présent document apporte réponse aux remarques émises lors de ces différentes étapes.

Par ailleurs, pour faciliter la compréhension et la lecture du PPRI, les éléments suivants seront disponibles suite à l'approbation du PPRI Marne aval secteur d'Épernay – Communauté de Communes des Paysages de la Champagne :

- Un guide de recommandations pour l'utilisation du règlement du PPRI ;
- Un guide de recommandations pour l'interprétation de la bande d'incertitude du zonage réglementaire à l'échelle cadastrale.

TITRE II – OBSERVATIONS DES AVIS

Chambre d'Agriculture de la Marne : La Chambre d'Agriculture souhaiterait être informée et consultée pour les projets agricoles qui pourraient être empêchés par les contraintes liées au Plan de Prévention des Risques Naturel d'inondation.

Par ailleurs, la Chambre d'Agriculture souhaiterait, lors de l'enquête publique, être informée pour relayer l'information sur leur site internet et dans les différents courriers qu'ils envoient aux agriculteurs.

Réponse apportée : Chaque projet peut faire l'objet d'échanges en amont entre les services de l'État et le porteur de projet, qui peut associer la Chambre d'Agriculture afin de disposer de toutes les explications et conseils utiles en vue du respect du PPRi.

Concernant l'enquête publique, un courriel explicatif a été envoyé à la chambre d'agriculture le 18 mai 2021 avec la plaquette de présentation de l'enquête publique.

Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims : Le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims propose « d'adapter quelques éléments du règlement afin d'associer la prise en compte des objectifs du PPRi aux enjeux environnementaux ».

Titre III.5 – « Entretien des cours d'eau par les riverains et des ouvrages hydrauliques par les propriétaires – page 61 du règlement :

Une précision de la période favorable à l'entretien de la ripisylve serait bienvenue afin d'orienter les riverains. Pour rappel, l'entretien doit avoir lieu en dehors des périodes de reproduction des espèces, soit entre octobre et mars. »

Titre III.6 – « Autres mesures – page 62 du règlement :

Il est conseillé dans le règlement du PPRi de démolir tout bâtiment à l'abandon en zones inondables. Au préalable de la démolition des bâtiments abandonnés, un inventaire devra écarter le risque de destructions d'espèces protégées inféodées au bâti (chiroptères, rapaces nocturnes ...). »

Réponse apportée : Ces précisions seront apportées au règlement du PPRi.

Syndicat Mixte de la Marne Moyenne (S3M) : Avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessous :

« Par rapport à la réglementation des zones, j'attire votre attention sur la possibilité de contourner la réglementation relative à l'extension d'une surface habitable en effectuant une division parcellaire : une habitation qui ne peut pas s'étendre pourra le faire en appliquant cette méthode.

Deuxième point, les clôtures doivent garantir le libre écoulement des eaux. Il conviendrait de préciser ici une section des ouvertures nécessaires ainsi qu'une fréquence en fonction de la zone. Sur le secteur de Châlons-en-Champagne, je constate trop souvent des ouvertures bien présentes dans les murs de clôture mais celles-ci ne permettront pas l'évacuation des eaux lors d'une crue, car ces dernières sont sous dimensionnées.

Enfin, l'infiltration des eaux de pluie, lorsqu'elle est possible, doit être une règle pour tous afin de limiter les inondations d'une part et de contribuer au rechargement des nappes phréatiques lors de périodes sèches d'autre part. En effet, le stockage naturel de la pluie à l'emplacement où celle-ci tombe retarde l'arrivée de l'eau à la rivière donc limite l'inondation à l'aval. À contrario, en période de sécheresse l'eau profite au territoire pour sa consommation domestique et non à la mer qu'elle rejoindra dans les jours qui suivent.

Le S3M émet donc un avis favorable au projet de PPRi proposé sur le secteur d'Épernay sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessus. »

Réponse apportée :

Division parcellaire :

Le raisonnement est désormais basé sur un pourcentage de surface au sol totale située en zone inondable. On entend par surface totale, le bâtiment existant, les extensions et annexes ainsi que le projet. En fonction de la zone réglementée retenue, ce pourcentage varie et peut être limité par une double condition de surface maximum en zone rouge.

Clôture :

Au cours d'un échange avec monsieur MALOTET (S3M), la notion de transparence hydraulique ne semble pas assez précise faute d'indication sur les dimensions attendues ; le retour d'expérience montre en effet qu'en l'absence d'indication de dimensions, les ouvertures sont inexistantes ou lorsqu'elles sont créées, sont largement sous-dimensionnées. Monsieur MALOTET a envoyé à la DDT une doctrine que le S3M notifie pour certains avis d'urbanisme. Au cours de cet échange, la DDT explique que ce dimensionnement est difficilement quantifiable car chaque cas est différent et selon la crue, les débits et écoulements peuvent être différents. Ainsi sans connaître un débit (nous sommes en crue lente), il n'est pas possible de déterminer les ouvertures à créer pour laisser s'écouler la crue. Néanmoins, une préconisation pour les niveaux les plus faibles pourra être précisée à titre d'exemple, dans le guide de lecture du règlement, guide à caractère non réglementaire.

Infiltration :

Le PPRi vise le risque inondation par débordement de la rivière Marne et ne traite pas la problématique de ruissellement à la parcelle. Par ailleurs, le règlement du PPRi n'interdit pas les infiltrations.

Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne (CIVC) : Une remarque concernant la zone rouge du règlement exprimée ci-dessous.

« Concernant le règlement des zones rouges, il est prévu qu'il ne doit pas y avoir de remblais, de travaux et d'installations sur les parcelles. Nous attirons votre attention sur la possibilité que les arrachages et replantations des vignes des zones concernées puissent être réalisés sur des terrains au profil qui sera non modifié et ce sans aucune contrainte nouvelle. »

Réponse apportée : Les arrachages et replantations sont possibles ; la seule contrainte se résume à la conservation du profil du terrain existant. En d'autres termes, l'apport de remblais sur les parcelles situées en zone inondable est interdit.

Schéma de Cohérence Territoriale d'Épernay et sa Région (SCoTER) : Une remarque concernant le caractère limitant du développement exprimée ci-dessous.

« Le SCoT d'Épernay et de sa Région souligne la nécessité et l'intérêt d'améliorer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels mais émet une réserve quant au caractère limitant en matière de développement urbain induit.

Le SCoTER demande ainsi que les capacités d'extension des communes soumises au présent PPRi fasse l'objet d'une réelle concertation avec les services de l'État lors des réunions Personnes Publiques Associées (PPA) afin de ne pas remettre en cause le projet des élus du territoire du SCoT.»

Réponse apportée : Le projet de PPRI a été élaboré en complète concertation avec les communes. Lors des différentes rencontres, les projets ont été abordés et les services de la DDT restent toujours à l'écoute des interrogations des élus. Par ailleurs les différentes phases de l'élaboration du projet de PPRI ont été ponctuées de points d'arrêts sous forme de réunions plénières intégrant des échanges, où l'ensemble des PPA était invité. Ces réunions étaient programmées dans le cadre de la validation de chaque phase. Ainsi le projet de règlement du PPRI a été élaboré dans le respect de la résilience des territoires mais aussi de la possibilité du développement des territoires dans le respect de la protection des biens et des personnes. En devenant servitude d'utilité publique, ce document se substituera à deux documents en vigueur le Plan des Surfaces Submersibles (décret du 10/12/1976) et le R111-3 du code de l'Urbanisme (décret du 4/12/1992) couvrant déjà une grande partie des territoires du secteur d'Épernay. Aujourd'hui, les projets du SCoTER doivent prendre en considération ces documents qui leur sont opposables ainsi que le Porter à Connaissance du 31 janvier 2017. Par ailleurs, depuis avril 2013 le SCoTER a participé à 5 réunions sur les 7 réunions dont la dernière a eu lieu en décembre 2019.

TITRE III – RECUEIL DES AVIS NOTIFIÉS LORS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

III.1 – REMARQUES GÉNÉRIQUES :

III.1.1 – La régulation du lac réservoir Marne

La régulation du lac réservoir Marne (Lac du Der) a été signifiée par monsieur HAZARD dans la commune de Châtillon-sur-Marne et par un dossier, déposé par monsieur BRION, de questions posées par des habitants de la commune Verneuil. Ces personnes s'interrogent sur la gestion du lac du Der et de son rôle.

Réponse apportée : Le projet de PPRi ne traite pas la régulation du Lac Réservoir Marne. Cette régulation est gérée par l'EPTB Seine Grands Lacs suivant un règlement d'eau validé par arrêté préfectoral. Ainsi la régulation est variable selon la période de l'année afin d'assurer les deux rôles du lac Réservoir à savoir :

- Rôle de bassin écrêteur, notamment en période de crue ;
- Rôle de soutien à l'étiage en période estivale.

III.2 – REMARQUES COMMUNALES :

III.2.1 – Commune de Mareuil-le-Port

Un habitant de Mareuil-le-Port s'étonne que le numéro 3a de l'avenue Paul Doumer, section cadastrale AD 3, ne soit pas classé en zone inondable. Il dit avoir connu dans le passé de l'eau au pied de la maison située à cette adresse, ce qui a nécessité la construction d'un vide sanitaire.

Réponse apportée : Effectivement l'enveloppe de la modélisation de la crue centennale n'atteint pas cette parcelle. Cela signifie que cette parcelle n'est pas soumise aux recommandations du PPRi. Le phénomène stipulé par cet habitant peut être lié à un phénomène de remontée de nappe que l'on peut rencontrer notamment lors de période de crue.

III.2.2 – Commune de Verneuil

Deux habitants de Verneuil ont mentionné sur le registre le problème des crues de la rivière Semoigne qui traverse le village et se jette dans la Marne. Ces personnes ont également produit des photos et sollicité des réponses à leurs interrogations. Le commissaire enquêteur a précisé aux 2 intervenants que les problèmes liés à la rivière Semoigne ne concernait pas le règlement du PPRi. Toutefois, l'encombrement du confluent avec la Marne a des conséquences indirectes lors des crues de la Marne. En effet, le niveau de la Semoigne est souvent plus bas que celui de la Marne et compte tenu de la configuration du confluent et de l'encombrement de celui-ci par des sédiments et arbres morts, l'eau remonte par la Semoigne et inonde une partie du village.

En complément, madame la maire de Verneuil souligne également comme ses deux administrés le problème de la rivière Semoigne et du confluent avec la rivière Marne qui nécessiterait des travaux d'aménagement et de nettoyage. Elle demande d'une part, qui pourrait réaliser ces travaux

d'aménagement qui, avec les débordements à répétition, sont un réel problème et d'autre part, à qui incombe précisément l'entretien de la Semoigne (riverains, commune, autres ...)

Réponse apportée : Après lecture des différentes remarques, nous rappelons que le but d'un Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi) est de maîtriser l'urbanisation en zone inondable. Même si les débits d'apport de la Semoigne sont intégrés dans la détermination de la crue centennale de la Marne, ce PPRi traite avant tout du débordement de la Marne et non celui de la Semoigne. La confluence de ces deux cours d'eau présente des problèmes comme cela nous avait été rapporté lors des réunions bilatérales avec la commune. Dans le règlement du PPRi les chapitres « III.5 – Entretien des cours d'eau par les riverains et des ouvrages hydrauliques par les propriétaires » et « III.6 – Autres mesures » apportent quelques éléments de réponse qui restent applicables pour n'importe quel cours d'eau (la Semoigne par exemple).

III.2.3 – Commune de Troissy

Monsieur JOBERT, habitant de Troissy souhaite que la crue de référence retenue soit celle après la construction du lac du Der et non plus celle de 1910. Monsieur JOBERT fait remarquer que depuis la création du lac, les crues sont moins fréquentes et destructrices, permettant ainsi l'exploitation des terres agricoles.

Réponse apportée : Comme vu plus haut dans les remarques génériques, le rôle écrêteur du lac du Der permet effectivement d'avoir des crues moins fréquentes et destructrices sur le secteur. La crue de référence est quant à elle définie par les circulaires des 24/01/1994 et 30/04/2002 expliquée dans le « Titre V – Détermination de l'aléa de référence » de la note de présentation du projet de PPRi. En effet la crue de référence retenue pour le PPRi est une crue modélisée, car la plus haute crue connue (crue de 1910) est inférieure à la crue centennale exigée par les circulaires dans le cadre de l'élaboration d'un PPRi.

III.2.4 – Commune de Vincelles

Madame DEPAUX, maire de Vincelles, souligne à nouveau le problème d'une zone classée au PPRi comme « installation potentiellement polluante ». Il s'agit au lieu-dit « Facelle », proche de la rivière Marne, de hangars et plateformes extérieures de stockage de produits viticoles, carcasses de véhicules, métaux, ferraille, déchets « verts » et autres de nature indéterminée. Le projet de règlement prévoit-il expressément pour ces installations, des mesures de protection obligatoires et contraignantes de nature à éviter des pollutions et la dispersion d'objets flottants pouvant former des barrages ?

Réponse apportée : Lors des réunions bilatérales avec monsieur LE FOLLEZOU (prédécesseur de madame DEPAUX), ce problème avait été signalé. Ce site se situe entre les départements de la Marne et de l'Aisne. Dans le Département de l'Aisne (sur le territoire de Trélou-sur-Marne), une partie des bâtiments est situé en zone rouge d'un PPRi existant et applicable. Dans le département de la Marne (sur le territoire de Vincelles) le reste de ce site est également situé en zone rouge du PPRi en cours d'élaboration, qui sera applicable dès son approbation. Dans le règlement du zonage réglementaire, il est stipulé qu'en zone rouge **sont interdit** :

- la création ou l'extension d'aires de dépôt ou de stockage de déchets, de produits sensibles à l'eau ou polluants, les décharges d'ordures ménagères ou de déchets banals ou spéciaux ;
- les remblais de toute nature à l'exception de ceux strictement nécessaires aux accès des bâtiments (rampes, escalier...) ;

Pour les projets nouveaux liés à l'existant, les extensions, annexes et dépendances des bâtiments **d'activités existants, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions suivantes :**

- le projet **ne crée pas de nouveau logement ni d'hébergement ;**
- **la surface au sol* totale des constructions (bâtiment existant et extension)** située en zone inondable est **limitée à 20 %** de la surface inondable du terrain d'assiette du projet ;
- **la surface au sol* totale, en zone inondable, des extensions, annexes et dépendances** réalisées à compter de la date d'approbation du présent PPRI **ne dépasse pas 20 % de la surface au sol initiale** en zone inondable ;
- **les premiers niveaux de planchers fonctionnels doivent être situés au-dessus de la cote réglementaire, à l'exception** des surfaces à usage de garage **ou de stockage de matériaux insensibles à l'eau et non polluants**, dont les planchers fonctionnels pourront être situés entre la cote de référence et le terrain naturel existant.

Par ailleurs, le titre « II.1.4 – Prescriptions en matière de règles de construction et d'aménagement » du règlement précise également les différentes contraintes en terme :

- de cotes réglementaires ;
- de modalités d'aménagement du bâti ;
- pour tous les travaux touchant la structure du bâti ;
- pour tous les travaux touchant les réseaux, et les usages ou l'utilisation des sols ;
- pour tout projet dont la surface au sol (bâtiments et remblais d'accès) d'une surface supérieure à 150 m².

Enfin, le « titre IV – Mesures sur les biens et activités existants » du règlement précise que certaines **mesures sont obligatoires et doivent être réalisées dans les 5 ans après l'approbation du PPRI** et d'autre sont recommandées. Parmi ces mesures obligatoires, on retrouve :

Obligations constructives et fonctionnelles sur les biens et activités existantes

- Mises en place de dispositifs pour empêcher la libération d'objets et de produits dangereux, polluants ou flottants (lestage ou ancrage des citernes, étanchéification des cuves à fuel...) ;
- Réalisation de travaux permettant d'assurer l'alimentation en eau potable par l'une au moins des ressources disponibles : mise hors d'eau des équipements sensibles (pompes, armoires électriques, systèmes de traitement...) et étanchéification des têtes de puits et des canalisations lorsque celle-ci s'avère insuffisante ;
- Tous les produits potentiellement polluant ou dangereux, matériels, matériaux, récoltes, mobiliers et équipements extérieurs des équipements publics doivent être, soit placés au-dessus de la cote de référence, soit arrimés de manière à ne pas être entraînés par les crues et stockés de manière à ne pas polluer les eaux ni subir de dégradations.

En résumé, sur ce site il ne doit pas y avoir de stockage de matériaux polluants ou sensibles à l'eau, et les possibilités d'extension d'un éventuel projet sont très réduites.

III.2.5 – Commune d'Oeuilly

La commune d'Oeuilly a un projet de construction de station d'épuration en partie en zone bleu clair, déjà évoqué auprès de la DDT. Le projet est tout à fait réalisable avec prescriptions. Néanmoins, Monsieur le maire sollicite le déclassement de la petite zone bleu clair afin de lever toute ambiguïté.

Réponse apportée : La parcelle évoquée est la parcelle section AB n°155 au lieu-dit « le moulin d'en bas ». Lors de nos échanges, cette parcelle a été classée en violet clair « Équipement d'intérêt général – rural » sur la carte des enjeux. Concernant la **carte du zonage réglementaire** du PPRi, cette parcelle est classée en **zone rouge**. Le règlement de la zone rouge précise que pour les équipements d'intérêt collectif et service public et strictement nécessaires au fonctionnement des services publics, le règlement autorise ce type d'installation sous réserve :

- de justifier que l'implantation ne puisse se faire en d'autres lieux notamment techniquement et économiquement ;
- que ces constructions ou installations ne soient pas destinées à recevoir du public ou nécessaires à la gestion de crise ;
- de mettre hors d'eau les équipements sensibles et d'utiliser des matériaux adaptés au risque ;
- qu'il n'y ait pas de création de logement.



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA MARNE

40 boulevard Anatole France – CS 60554
51037 Châlons-en-Champagne Cedex
03.26.70.80.00
ddt@marne.gouv.fr – www.marne.gouv.fr
mél PRNTLB : ddt-ssprnt-prntpcb@marne.gouv.fr

TITRE II – CONCLUSIONS

TA n° E21000022 / 51

Préfet de la MARNE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION MARNE AVAL

**Communauté de Communes des Paysages de la Champagne sur le territoire des
communes de :**

**Binson et Orquigny, Boursault, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Damery, Dormans,
Mareuil-le-Port, Oeuilly, Reuil, Troissy, Vandières, Vauciennes, Venteuil, Verneuil et
Vincelles**

CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Jean-Pierre GRANJON

1

I) RAPPEL DE L'ENQUÊTE :

Les Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ont été institués par la loi Barnier du 2 février 1995 et se sont substitués aux Plans d'Exposition aux Risques, aux Plans de Surfaces Submersibles, aux Plans de Zones Sensibles aux Incendies de Forêt et aux périmètres de risques.

Ces plans de prévention des risques règlementent l'utilisation des sols en fonction des risques auxquels ils sont soumis. Cette réglementation va non seulement de l'interdiction de construire, à la possibilité de construire sous certaines conditions, mais aussi porte sur les modes d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation des constructions, ouvrages et espaces, mis en culture ou plantés, avec la possibilité d'intervenir sur l'existant ; elle permet aussi de définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde s'imposant aux collectivités et aux particuliers.

Les plans de préventions des risques ont pour objet de délimiter tant les zones susceptibles d'être exposées à des risques, que celles qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où l'utilisation du sol pourrait provoquer ou aggraver les risques ailleurs. Ils permettent ainsi de définir les mesures devant s'appliquer dans ces zones.

Les risques naturels prévisibles sont les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêts, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou cyclones.

Les PPRN se donnent comme finalité d'assurer la sécurité des personnes et des biens en tenant compte des phénomènes naturels. Cette politique de prévention des risques vise donc à permettre un développement durable des territoires en assurant une sécurité maximum des personnes et un très bon niveau de sécurité des biens.

Même si ces risques apparaissent souvent inéluctables et incontrôlables, ils ne sont cependant pas une fatalité et les anticiper, c'est prévenir le risque.

Cette politique poursuit donc les objectifs suivants :

- Mieux connaître les phénomènes et leurs incidences ;
- Assurer lorsque cela est possible une surveillance des phénomènes naturels. Sensibiliser et informer les populations sur les risques les concernant et sur les moyens de s'en protéger ;
- Prendre en compte les risques dans les décisions d'aménagement ;
- Adapter et protéger les installations actuelles et futures aux phénomènes naturels. Tirer les leçons des événements qui se produisent.

Les plans de prévention des risques relèvent de la responsabilité de l'Etat et sont établis selon une procédure déconcentrée au niveau du département. Les articles R.562-1 et R.562-2 précisent :

- L'établissement des plans de prévention des risques naturels prévisibles mentionnés aux articles L.562-1 à L.562-9 du code de l'environnement est prescrit par arrêté du préfet ;
- Lorsque le périmètre mis à l'étude s'étend sur plusieurs départements, l'arrêté est pris conjointement par les préfets de ces départements et précise celui des préfets qui est chargé de conduire la procédure ;
- L'arrêté prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles détermine le périmètre mis à l'étude et la nature des risques pris en compte. Il mentionne si une évaluation environnementale est requise et désigne le service déconcentré de l'Etat qui sera chargé d'instruire le projet ;
- Cet arrêté définit également les modalités de la concertation et de l'association des collectivités territoriales et des EPCI concernés, relatives à l'élaboration du projet.

Le projet est soumis à l'avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des EPCI compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan. Il est également soumis, selon la nature des mesures prévues, à l'avis de divers services, collectivités et chambres consulaires.

Le projet de plan est soumis par le préfet à une enquête publique (arrêté en date du 21 avril 2021) dans les formes prévues par les articles R.123-7 à -23 sous réserve des dispositions des 2 alinéas suivants :

- Les avis recueillis en application des trois premiers alinéas de l'article R.562-7 sont consignés ou annexés aux registres d'enquête dans les conditions prévues par l'article R.123-13 ;
- Les maires des communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer sont entendus par le commissaire enquêteur une fois consigné ou annexé aux registres d'enquête l'avis des conseils municipaux.

Après approbation, le PPRN vaut servitude d'utilité publique opposable à tout mode d'occupation ou d'utilisation des sols. Il doit être annexé au PLU.

II) **CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :**

Les conclusions sont issues du rapport du commissaire enquêteur, de l'examen du dossier, de l'analyse des avis et observations de l'Etat, des communes, des Personnes Publiques Associées ainsi que du public.

L'autorité environnementale a dispensé le projet de PPRI de la production d'une évaluation environnementale.

Le commissaire enquêteur soussigné a constaté que :

- Des démarches d'études, de consultation et de concertation ont été engagées depuis plus de 10 ans afin d'obtenir la finalisation de ce projet. Celui-ci est passé par plusieurs phases de modifications et a fait l'objet d'échanges et de corrections pour donner suite aux avis des communes et des PPA. Il en ressort un avis favorable ou réputé comme tel par les différentes instances montrant l'absence d'opposition au PPRI,
- La concertation préalable à l'enquête avec les habitants des secteurs concernés a bien eu lieu mais s'est limitée à des permanences téléphoniques pour cause de crise sanitaire,
- Les différents documents composant le dossier d'enquête sont complets et clairs et permettent une bonne compréhension des principes et du projet de règlement mais également des différents impacts sur les actuels ou futurs documents d'urbanisme des communes concernées,
- La programmation et la durée de l'enquête répondent à l'arrêté préfectoral et correspondent à la législation en vigueur,
- Le dossier d'enquête était disponible sur le site internet des services de l'Etat à une adresse sur laquelle le public pouvait faire parvenir ses observations ou propositions,
- L'affichage était réalisé sur les panneaux communaux le jour de sa permanence à une exception près,
- Les avis d'ouverture de l'enquête sont parus dans les annonces légales de 2 journaux locaux dans les délais et formes requises. Il apparaît toutefois que le journal Les Affiches Matot Braine s'adresse à un public restreint et qu'il conviendrait de retenir un journal à diffusion plus large,
- Les dossiers et registres d'enquête étaient mis à disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies,
- Un entretien a bien eu lieu avec les représentants de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne ainsi qu'avec les maires ou adjoints des communes concernées préalablement à chacune des permanences,

- L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions d'organisation et d'accueil dans les 15 communes concernées,
- Aucun message ou courrier, papier ou électronique, n'est parvenu sur les différentes adresses disponibles,
- Seules 5 personnes se sont déplacées lors des permanences dans les 15 communes. Au-delà du désintérêt général du public pour les enquêtes publiques, sauf sur certains sujets (PLU, énergies renouvelables,) l'absence constatée lors de la présente enquête peut s'expliquer. D'une part, les enjeux et aléas recensés sont faibles et impactent peu la population et les habitations des villages perchés de la Vallée de la Marne et d'autre part, le travail effectué en amont par les services de la DDT a permis de répondre aux dernières questions des élus. Le public était davantage concerné par les pluies d'orage et les écoulements de boue du vignoble dans les villages.

Les conclusions prennent en compte les réponses complètes et documentées apportées par l'Etat, DDT, aux éléments et interrogations énoncés dans le procès-verbal de synthèse.

En conséquence, et l'actualité récente des inondations meurtrières en Allemagne et en Belgique, constituant un autre élément du caractère d'intérêt général des PPRI, **j'émet un avis favorable au projet de règlement du présent PPRI**, pour la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne sur le territoire des communes de Binson et Orquigny, Boursault, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Damery, Dormans, Mareuil-le-Port, Oeuilly, Reuil, Troissy, Vandières, Vauciennes, Venteuil, Verneuil et Vincelles

A Châlons en Champagne le 29 juillet 2021



Jean-Pierre GRANJON
Commissaire enquêteur



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA MARNE

40 boulevard Anatole France - CS 60554
51037 Chalons en champagne Cedex
03.26.70.80.00
ddt@marne.gouv.fr – www.marne.gouv.fr
mél PRNTLB : ddt-ssprntr-prntpcb@marne.gouv.fr